



CEIS

Diagnostic et plan d'amélioration de l'offre régionale d'Intelligence Economique

Rapport final

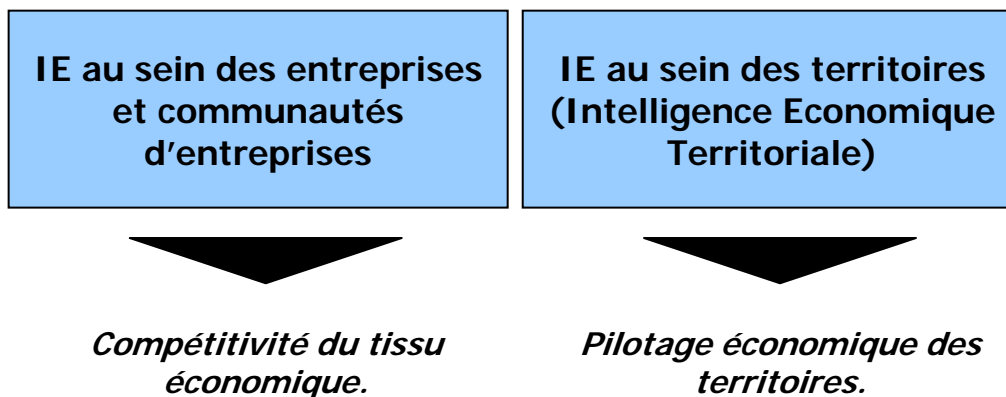
Novembre 2007



- | | |
|---|------|
| <input type="checkbox"/> Synthèse | p.2 |
| <input type="checkbox"/> Contexte et objectifs de l'étude | p.8 |
| <input type="checkbox"/> Approche et modalités | p.18 |
| <input type="checkbox"/> Diagnostic des dispositifs existants | p.25 |
| <input type="checkbox"/> Chantiers proposés | p.55 |

Objectifs de l'étude : faire l'état des lieux et définir les chantiers d'amélioration du dispositif régional d'Intelligence Economique (IE)

□ Périmètre de l'étude



□ Modalités

- Etude lancée en mars;
- Comité de Pilotage réunissant l'AEB (leader), la Région, Bretagne Innovation, Bretagne International, les Chambres Economiques et les services de l'Etat;
- Une quarantaine d'entretiens menés en région pour la phase de diagnostic.

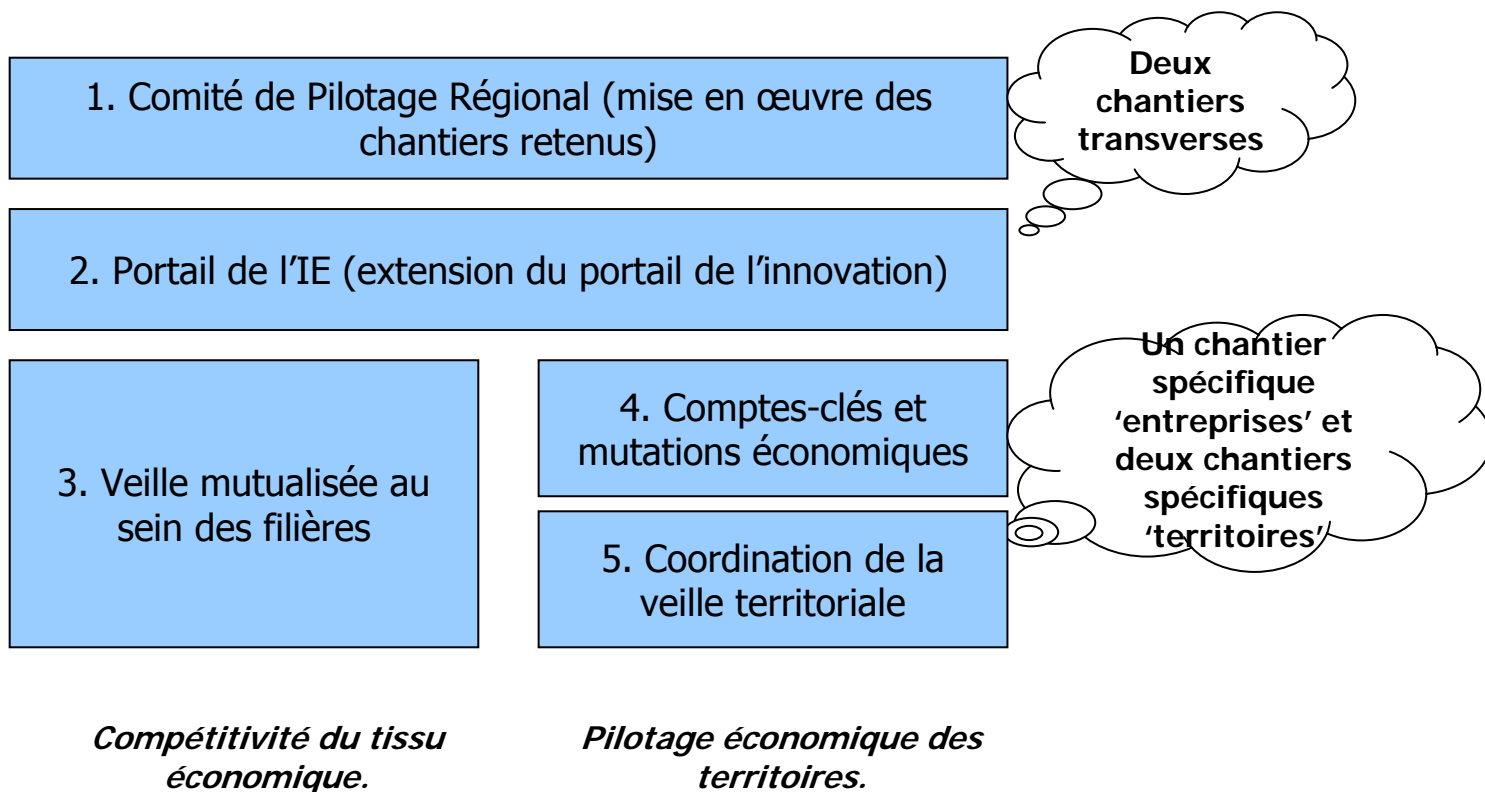
Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> • Une tradition de réseau forte et un bon maillage du territoire par les nombreux opérateurs (chambres économiques, CIT, agences de développement, services de l'Etat...) • Des prestations de bonne qualité de la part des opérateurs • Une certaine concentration des ressources sur les domaines technologie, réglementation, normalisation • Une volonté des pôles de compétitivité de développer la veille mutualisée 	<ul style="list-style-type: none"> • Une thématique encore émergente au sein des PME et une appellation 'IE' peu vendeuse • Un dispositif régional difficile à lire du fait du nombre et de la diversité des opérateurs et des initiatives • Cloisonnement entre les opérateurs et un manque de coordination • Des prestations de veille et d'étude souvent à diffusion restreinte au sein des entreprises (adhérents des 'têtes de réseau' seulement) • Certaines lacunes dans l'offre : veille concurrentielle, veille client, domaine défensif (sécurité économique)...

Un dispositif régional à baliser, coordonner et démultiplier pour mieux répondre aux besoins des entreprises et communautés d'entreprises.

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none">• Des prestations nombreuses et variées, fournies principalement par les services de l'Etat, les collectivités/agences, les chambres économiques et les 'têtes de réseau' des filières• Des prestations d'IET de bonne qualité, avec mobilisation de moyens importants / innovants pour les réaliser• Des initiatives de partage et de concertation entre acteurs sur certains territoires ou thématiques au sein de clubs ou observatoires	<ul style="list-style-type: none">• Une coordination entre opérateurs encore insuffisante et donc des doublons ou des zones non couvertes• Un manque d'alignement des prestations sur les priorités de développement régionales et les besoins des décideurs• Des prestations plus portées sur l'analyse historique que sur l'anticipation et la prospective (tendances, alertes, signaux faibles)• Des réseaux humains au contact des entreprises et détenteurs d'une information insuffisamment capitalisée et valorisée

Un dispositif régional qui doit valoriser la mise en place de la SRDE pour être mieux cadré, coordonné et aligné sur la stratégie territoriale et les besoins des décideurs.

Cinq chantiers ont été identifiés pour améliorer le dispositif régional



Ces chantiers ont été validés lors du Conseil d'Administration de l'Agence économique de Bretagne du 17 septembre 2007.

- ❑ Synthèse
- ❑ **Contexte et objectifs de l'étude**
- ❑ Approche et modalités
- ❑ Diagnostic des dispositifs existants
- ❑ Chantiers proposés

Dans un contexte de fortes mutations économiques, la Région et l'Agence font de l'Intelligence Economique une de leurs priorités

❑ Comme levier de la compétitivité des filières et des entreprises bretonnes

- Dans un contexte régional de couverture inégale des besoins des entreprises selon les secteurs d'activités et de faible coordination entre les acteurs de l'IE;
- Avec un objectif d'amorçage de 'clusters' de la part de l'Agence...
- ...autour notamment de pratiques partagées d'Intelligence Economique, favorisant la mise en place de ces réseaux d'acteurs de l'innovation.

❑ Comme outil de pilotage du territoire

- Pour anticiper les mutations économiques, qu'elles constituent des menaces ou des opportunités, et rendre les politiques économiques plus proactives;
- Pour améliorer la mise en place des plans d'actions correspondants à ces politiques;
- Pour développer les pratiques d'évaluation;
- En favorisant l'émergence d'un socle commun d'observation, par la coordination des acteurs régionaux de l'IE (agences régionales, consulaires, autres organismes publics...) et la mise en place de nouveaux services.

La stratégie économique de la Bretagne souligne l'importance de l'IE pour l'économie régionale et d'un calendrier progressif de développement.

Objectifs de l'étude : faire l'état des lieux et définir les chantiers d'amélioration du dispositif régional d'Intelligence économique

- ❑ **Cartographie et évaluation des prestations des acteurs régionaux présents sur le domaine de l'IE**
 - Domaines d'intervention, natures des prestations, cibles, organisation...
- ❑ **Evaluation de la perception de l'offre régionale en matière d'IE par les PME**
 - Appréciation des prestations existantes, besoins éventuellement non couverts, difficultés rencontrées...
- ❑ **Evaluation de la contribution des dispositifs existants à la mise à disposition des décideurs régionaux d'un système de pilotage du territoire**
- ❑ **Préconisation du plan d'amélioration de l'offre régionale**
 - Pour valoriser les opportunités identifiées dans le diagnostic : sensibilisation/formation, traitement des besoins non couverts, amélioration de la cohérence entre acteurs...,
 - En particulier dans la perspective d'une intervention éventuelle de la Région pour renforcer les dispositifs existants.

L'objectif de l'Agence est de devenir un chef d'orchestre et un accélérateur du développement de l'IE, en s'appuyant sur les acteurs régionaux existants.

- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ **Approche et modalités**
- ❑ Diagnostic des dispositifs existants
- ❑ Chantiers proposés

□ **Planning**

- Mars-Octobre 2007

□ **Suivi et validation des travaux**

- Par un Comité de Pilotage présidé par l'Agence économique de Bretagne et réunissant une dizaine de personnes (voir page suivante)

□ **Approche**

- Diagnostic
 - Analyse documentaire
 - Une quarantaine d'entretiens avec les opérateurs IE présents en région et avec un échantillon d'entreprises
- Définition des chantiers
 - Benchmark d'initiatives IE menées en France (Alsace, Lorraine, Poitou-Charentes...) et au Québec (VigiPro)
 - Conception des chantiers avec l'Agence économique de Bretagne
 - Validation des chantiers en Comité de Pilotage et lors du Conseil d'Administration de l'Agence le 17 septembre.

- ❑ **Synthèse**
- ❑ **Contexte et objectifs de l'étude**
- ❑ **Approche**
- ❑ **Diagnostic des dispositifs existants**
 - Introduction
 - IE au sein des entreprises et filières
 - IE au sein des territoires
- ❑ **Chantiers proposés**

L'Intelligence Economique, un concept popularisé en France depuis les années 2000

❑ Une définition

- 'L'intelligence économique est la maîtrise et la protection de l'information stratégique pertinente par tout acteur économique' Alain Juillet, Haut Responsable en charge de l'IE auprès du SGDN/Premier Ministre.

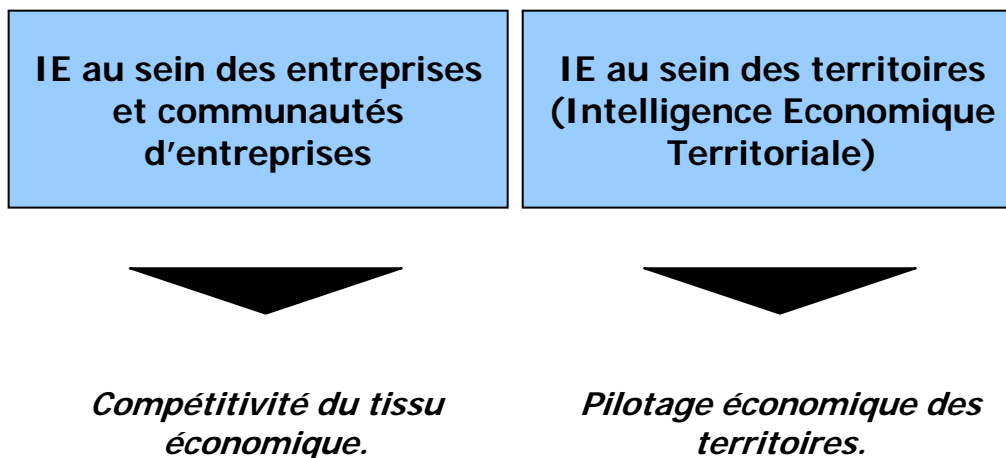
❑ Un constat

- Ouverture des économies et globalisation, accélération des cycles et ruptures économiques, nouvelles technologies de l'information...

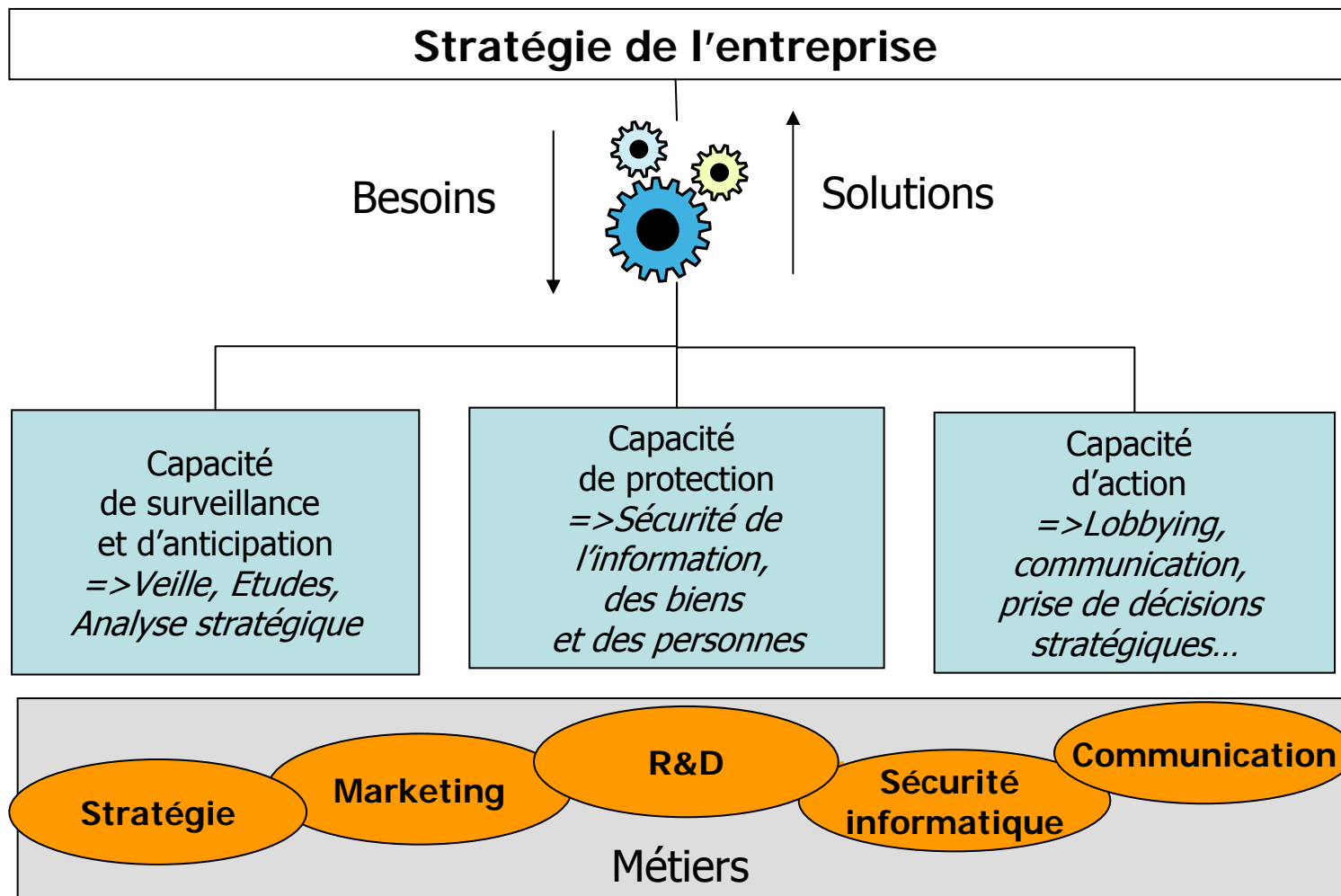
❑ Une naissance difficile en France

- 1994 : Rapport Martre 'Intelligence économique et stratégique des entreprises' qui constate le retard français et prône une action de l'Etat
- 1994-2003 : le temps des pionniers
- 2003 : Rapport du député Bernard Carayon au Premier Ministre
- Décembre 2003 : nomination du HRIE (Haut Responsable à l'Intelligence Economique)
- A partir de 2004 : renouveau de la politique publique française en matière d'IE
- 2005 : circulaire ministérielle définissant le cadre de développement d'une politique d'IE à l'échelle de chaque région, sous l'autorité du Préfet

L'étude menée par l'AEB couvre l'utilisation de l'Intelligence économique par deux catégories d'acteurs



L'IE en entreprise, une triple capacité



- ❑ **Des besoins classiques mais des contraintes particulières :**
 - Le 'nez dans le guidon',
 - Le manque de temps,
 - Des équipes restreintes,
 - Un besoin de retour sur investissement rapide,
 - Des budgets limités.
- ❑ **Un avantage : dans des structures de petite ou moyenne taille, l'information circule plus facilement.**
- ❑ **Pour tenir compte de ces contraintes, il faut donc mettre en place des solutions spécifiques.**

□ IET : maîtrise des méthodes et moyens de l'intelligence économique au service des territoires dans l'objectif

- D'identifier et de contribuer à mettre en œuvre des **projets** créateurs d'emplois, de richesses et d'activité
- **D'anticiper** les mutations, les risques et les évolutions futures
- De **valoriser** le territoire, de le rendre plus attractif
- **D'animer le développement** technologique et économique du territoire.

➤ ***Stratégie***

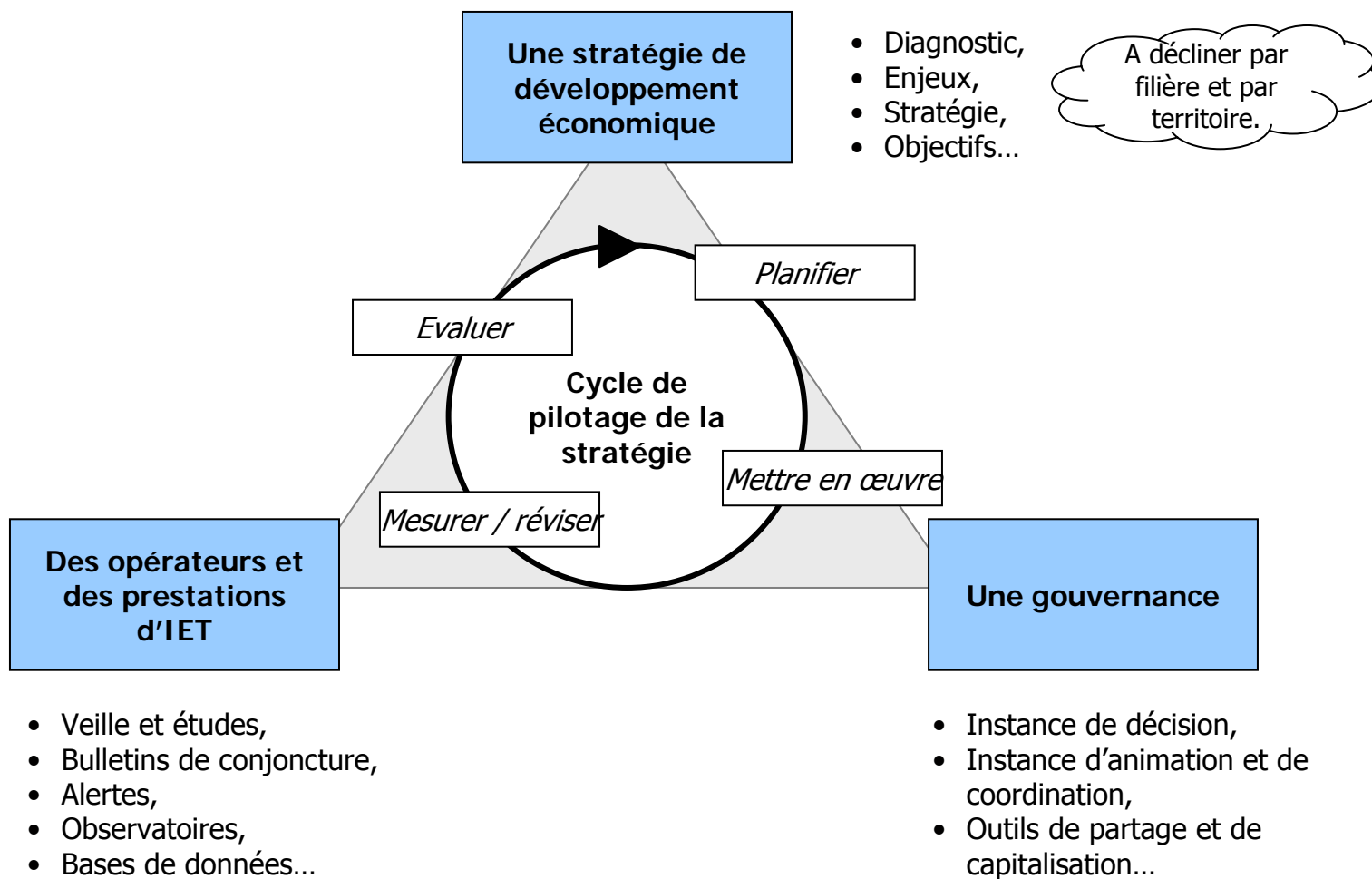
➤ ***Vision prospective***

➤ ***Protection du patrimoine***

➤ ***Influence***

➤ ***Réseaux***

Un système d'Intelligence Territoriale doit s'appuyer sur trois éléments principaux



- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ Approche
- ❑ **Diagnostic des dispositifs existants**
 - Introduction
 - **IE au sein des entreprises et filières**
 - IE au sein des territoires
- ❑ Chantiers proposés

Synthèse du diagnostic

L'IE au sein des entreprises et filières

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> • Une tradition de réseau forte et un bon maillage du territoire par les nombreux opérateurs (chambres économiques, CIT, agences de développement, services de l'Etat...) • Des prestations de bonne qualité de la part des opérateurs • Une certaine concentration des ressources sur les domaines technologie, réglementation, normalisation • Une volonté des pôles de compétitivité de développer la veille mutualisée 	<ul style="list-style-type: none"> • Une thématique encore émergente au sein des PME et une appellation 'IE' peu vendeuse • Un dispositif régional difficile à lire du fait du nombre et de la diversité des opérateurs et des initiatives • Cloisonnement entre les opérateurs et un manque de coordination • Des prestations de veille et d'étude souvent à diffusion restreinte au sein des entreprises (adhérents des 'têtes de réseau' seulement) • Certaines lacunes dans l'offre : veille concurrentielle, veille client, domaine défensif (sécurité économique)...

Un dispositif régional à baliser, coordonner et démultiplier pour mieux répondre aux besoins des entreprises et communautés d'entreprises.

La veille, un enjeu émergent en entreprise

Synthèse de l'étude ARIST 2005 sur 125 entreprises (1/3)

Messages clés

- ❑ Une perception plus tactique que stratégique de la veille

- ❑ Les principales sources de veille sont la presse, l'internet gratuit, les collaborateurs et les salons

Réponses des entreprises

Veille perçue comme

- ❑ Un outil d'anticipation pour **adapter** les choix stratégiques aux évolutions du marché
- ❑ Un moyen d'assurer la **conformité** de l'activité à un environnement de plus en plus réglementé

Principales sources

- | | |
|--------------------|-----|
| ❑ Presse | 16% |
| ❑ Internet gratuit | 13% |
| ❑ Collaborateurs | 12% |
| ❑ Salons | 12% |
| ❑ Orga. Prof. | 11% |
| ❑ ... | |

La moitié des répondants compte un effectif inférieur à 50 salariés; la part des petites entreprises est cependant inférieure à la moyenne régionale.

Un taux de réponse des entreprises en nette augmentation : 5,7% en 2005 et 16% en 2006.

- ❑ Les informations économiques sont les plus difficiles à trouver

% du nombre de citations (arrondi)

❑ Marché	19%
❑ Concurrents	15%
❑ Réglementation	9%
❑ Clients	9%
❑ Nouveaux produits	9%
❑ ...	

- ❑ Les informations réglementaires et normatives sont les plus difficiles à exploiter

% du nombre de citations (arrondi)

❑ Règlementation	18%
❑ Normes	13%
❑ Concurrents	11%
❑ Marché	11%
❑ ...	

- ❑ Les capacités de veille et d'exploitation sont jugées perfectibles

% du nombre de citations (arrondi)

❑ Perfectibles	61%
❑ Insuffisantes/faibles	26%
❑ Bonnes	13%

- ❑ Les principales difficultés rencontrées couvrent quatre domaines

% du nombre de citations (arrondi)

- ❑ Extraire l'information utile 31%
- ❑ Structurer la veille 26%
- ❑ Exploiter et répercuter 24%
- ❑ Mobiliser 13%
- ❑ ...

- ❑ La majorité des entreprises n'a pas encore pris conscience des risques encourus avec le patrimoine informationnel

- ❑ 70% des entreprises n'ont pas formalisé de procédures de sécurité de l'information
- ❑ 81% n'ont pas de responsable de la sécurité de l'information et 88% n'ont jamais fait appel à un expert
- ❑ 93% estiment détenir des savoir-faire ou informations à protéger
- ❑ 70% n'ont pas répertorié ces informations

Retours des entretiens menés pour l'étude auprès des entreprises (1/2)

- ❑ **Un échantillon limité en nombre et peu représentatif de la moyenne des entreprises bretonnes**
 - Entreprises convaincues de l'intérêt de la démarche
 - Clientes d'un acteur régional de l'IE (ARIST, CCI, CIT, agence régionale...)
 - Avec un niveau de pratique déjà établi du fait de cette relation
- ❑ **Un terme 'Intelligence économique' peu vendeur pour les PME**
 - Impliquant un dispositif lourd et couteux
 - Perçu comme réservé aux grands entreprises
 - Avec peu de traduction concrète
- ❑ **En dehors de l'échantillon de l'étude, une sensibilité des PME jugée encore faible par les 'fournisseurs' régionaux**
- ❑ **Un bon niveau de satisfaction des prestations utilisées même si les entreprises pointent quelques faiblesses**
 - Veille jugée insuffisante en fréquence
 - Manque de suivi
 - Pas assez d'ouverture internationale
 - Encore trop de papier par rapport au support numérique

Retours des entretiens menés pour l'étude auprès des entreprises (2/2)

- ❑ **Une offre régionale peu connue dans sa globalité et difficile à lire**
 - Beaucoup d'acteurs, avec une forte spécialisation
 - Des initiatives nombreuses en cours, à des niveaux différents et avec des discours parfois distincts (Etat, région, consulaires, associations...)
 - Difficulté à s'y retrouver
- ❑ **Des entreprises qui souhaitent développer le côté défensif**
 - Conscientes des enjeux
 - Et disposées à progresser dans le domaine

- ❑ **Etre sur que tout le monde parle de la même chose : l'IE est une matière diffuse**
- ❑ **Continuer à sensibiliser les entreprises**
- ❑ **S'adapter aux besoins des entreprises et des filières (informations concrètes, dimension 'métier' ou secteur de l'IE)**
- ❑ **Valoriser l'existant et ne pas créer une nouvelle organisation**
- ❑ **Améliorer la lisibilité et le fléchage**
 - Recenser les acteurs
 - Organiser le guichet unique
- ❑ **Organiser la confidentialité dans les différents cercles de diffusion**
 - Notamment avec les services publics (ex. au sein des pôles)
- ❑ **Attentes spécifiques par filière**
 - International (IAA)
 - Brevets (TIC et santé)
 - Règlementation communautaire (nautisme)

Opérateurs présents en région

Chambres de Commerce et d'Industrie

Organisation	Prestations
<ul style="list-style-type: none"> • CRCI • 8 CCI • Structures associées : ARIST, EIC, centre AFNOR, Créativ', Un monde d'avance... 	<p>OFFENSIF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation/sensibilisation <ul style="list-style-type: none"> • Evénements et programmes dédiés (ex. PROMIS) • Produits multi-clients <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion d'information économique généraliste (ex. 'Doc en stock' ou 'L'Expresso' à Brest) • Veille en 'push' centrée sur les communautés d'entreprises (Pôle Mer, Breizpack...) • Etudes et points de vue • Produits sur mesure <ul style="list-style-type: none"> • Recherche et études • Accompagnement <ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic, mise en place de dispositif d'IE, accompagnement (ARIST, Créativ')... <p>DEFENSIF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de vocation à le faire, sauf en PI
Réseau	
<ul style="list-style-type: none"> • Réseau CRCI/CCI autour du Schéma Sectoriel IE et innovation • RESIS (14 CCI) • Novincie : CCI de Rennes 	
Ressources IE	
<p><i>80 personnes autour de l'IE+Innovation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • ARIST : 10 personnes • CCI : 45 personnes en relation avec les entreprises • Autres structures : 25 personnes <p>Réflexion sur le travail collaboratif et la diffusion</p>	

Organisation	Prestations
<ul style="list-style-type: none"> • CRAB • 4 Chambres départementales (CD) 	<p>OFFENSIF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation/sensibilisation <ul style="list-style-type: none"> • Formation des cadres à la stratégie • Produits multi-clients <ul style="list-style-type: none"> • Revue trimestrielle de l'Observatoire des IAA • Bilan annuel du secteur • Etudes thématiques • Produits sur mesure <ul style="list-style-type: none"> • Pour Valorial (CRAB) • Pour les ressortissants (CD) • Accompagnement <ul style="list-style-type: none"> • Au niveau des CD <p>DEFENSIF</p> <ul style="list-style-type: none"> • -
Réseau	
<ul style="list-style-type: none"> • Réseau CRAB/CD 	
Ressources IE	
<ul style="list-style-type: none"> • 12 personnes au total • Effort de structuration en cours • Volonté de développer la veille économique et la dimension européenne 	

Opérateurs présents en région

Centres d'Innovation Technologique

Organisation	Prestations
<ul style="list-style-type: none"> • 14 CIT (CRITT et CT) 	<p>OFFENSIF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation/sensibilisation <ul style="list-style-type: none"> • Individuelle et collective, par les actions d'animation des filières • Produits multi-clients <ul style="list-style-type: none"> • Veille centrée sur la technologie (ex. veille BRITTA/Valorial), réglementation, normalisation, qualité/sécurité • Etudes thématiques • Bulletins de conjoncture • Annuaire d'acteurs (laboratoires, industriels...) • Produits sur mesure <ul style="list-style-type: none"> • Etudes et recherches sur demande (ex. études d'opportunité technologique) • Accompagnement <ul style="list-style-type: none"> • Mission principale des CIT <p>DEFENSIF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Très peu répandu, mais des actions en fraude et lutte contre la contrefaçon
Réseau	
<ul style="list-style-type: none"> • Coordination au sein du RDT, avec les autres membres (consulaires, OSEO, DRIRE...) par Bretagne Innovation 	
Ressources IE	
<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 100 spécialistes (effectif total) • De 0 à 3 personnes dédiées à la veille dans chacun des centres 	

Opérateurs présents en région Services de l'Etat (échantillon)

Prestataires	Prestations
<ul style="list-style-type: none"> • DRIRE 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de vocation à être un acteur opérationnel de l'IE • Sensibilisation des acteurs économiques • Définition et financement de projets mis en œuvre par des acteurs régionaux : CCI (ex.: IES), ARIST/CCI (Pôle Mer)... • Suivi du dossier IE pour les services de l'Etat par W. Challemel du Rozier
<ul style="list-style-type: none"> • DST, services de gendarmerie... 	<ul style="list-style-type: none"> • Etablissement d'une liste des établissements sensibles et sensibilisation des chefs d'entreprise • Intervention pour la protection d'actifs immatériels (entreprises en difficulté susceptibles d'être contrôlées par des capitaux étrangers)

Agence Economique de Bretagne	Bretagne Innovation
<ul style="list-style-type: none"> • Lettre bimestrielle de l'Agence sur le développement économique régional (numéro 0 mars 2007) destinée à ses membres directs et indirects • Coordination de l'Observatoire des Investissements directs étrangers en Bretagne 	<ul style="list-style-type: none"> • Journal 'Paré à innover' (5000 ex.) • Portail Bretagne Innovation, avec des alertes thématiques • Alertes sur appels à projet • Sensibilisation à destination des membres du RDT
<h3>Bretagne International</h3>	
<ul style="list-style-type: none"> • Service InfoCom (5 personnes) couvrant la veille et la communication de l'agence • Veille hebdomadaire à usage interne et externe (réseau BI et env. 130 adhérents) sur les entreprises, secteurs, marchés étrangers, investissements étrangers... • Fiches pays et études de marché selon programme annuel • Infographies et études spot dans le cadre de l'accompagnement des entreprises 	

Opérateurs présents en région

Agences départementales et locales (Echantillon)

CAD22	ADEUPa Brest
<ul style="list-style-type: none"> • Veille centrée sur la détection de projets et les 'métiers' présents sur le département • Base de données Armorstat en accès libre sur portail Internet (3500 connexions en 2006, 7000 en 2 mois sur 2007) • Bulletin départemental de conjoncture deux fois par an, études thématiques et sectorielles • 'Service SVP' d'aiguillage vers les contacts et informations disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Observatoires de l'habitat, de l'économie, du tourisme et de l'immobilier de bureaux fonctionnant avec des partenaires locaux et départementaux • Bulletins de conjoncture économique trimestriels, zooms sur des thématiques ou secteurs particuliers • Etudes préalables aux projets d'aménagement • Fonds documentaire
Audelor (Pays de Lorient)	
<ul style="list-style-type: none"> • Base de données dans les domaines économique, emploi, habitat... • 'Barographe' support semestriel de conjoncture de l'Observatoire territorial • 'Communications' études thématiques sur les axes de développement du territoire • Accompagnement des entreprises sur la recherche de partenariats et l'innovation (cœur de métier de l'agence) 	

Opérateurs présents en région

Pôles de Compétitivité et communautés d'entreprises

Pôle Mer	Performance 2010
<ul style="list-style-type: none"> • Convention avec la CCI Brest et l'ARIST pour une veille économique du secteur de la mer et un bulletin mensuel du pôle (n° 0 en mars 2007), financement DRIRE • Actualisation de la base d'informations ayant servi à la définition de la stratégie initiale du pôle 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de prestation actuellement • Réflexions autour de la veille
Valorial	Breizpack
<ul style="list-style-type: none"> • Projet Sécurité Economique en 2006/2007 • Lettre d'information du pôle • Veille technologique BRITTA/Valorial coordonnée par CBB Développement • Lettre nutrition santé bimestrielle également 'sous-traitée' • Réflexion actuelle sur l'extension de la veille (recrutement d'un DGA courant 2007) 	<ul style="list-style-type: none"> • Annuaire des industriels du réseau • Newsletter trimestrielle • Veille règlementaire et innovation, cahiers Breizpack • Pas d'action sur le défensif

Principaux prestataires	Prestations
<p><i>Cabinets partenaires du programme IES PME35 (dernier CA publié en k€)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • ACRIE, Nantes (2005 : 100) • Bernard Veys Consultants, Vannes (2005: 342) • Covigilance, Nantes (2003 : 228) • MediaVeille, Rennes, Paris (2005: 392) • NevaoConseil, Rennes (ND) • Systemis, Brest (ND) <p>... plus de nombreux prestataires indépendants (pas de barrière à l'entrée)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Palette de prestations assez larges couvrant l'IE et le conseil en management <ul style="list-style-type: none"> • Veille, recherche d'information, • Mise en place de dispositifs d'IE, • Accompagnement, • Edition de logiciels, • Conseil en stratégie et management, • Dispositifs défensif, • ...

Une offre atomisée, avec des cabinets de petite taille confrontés à de fortes variations d'activité

❑ Mise en place de l'organisation IE des services de l'Etat

- Correspondant IE : Mme Perdereau, SGAR
- Appui
 - M. Challemel du Rozier, Chargé de mission auprès du Préfet
 - Mme Levenez, responsable IE auprès du TPG
- Groupe de travail préfigurant le Comité de Pilotage Régional, avec deux commissions
 - 'Vigilance',
 - 'Veille' (services de l'Etat, Région, CRCI, Oseo...)

❑ Pôles de compétitivité

- Valorial : projet Sécurité Economique sur 2006/2007
- Extension prévue aux autres pôles bretons en 2007
- Pôle Mer : subvention FNADT pour mise en place d'une veille technologique, réglementaire et concurrentielle (prestation ARIST et CCI Brest)
- Extension prévue aux autres pôles bretons

❑ IES PME 35 (périmètre Ile-et-Vilaine)

- Accompagnement par un prestataire privé, avec un diagnostic initial d'un conseiller de la CCI de Rennes
- A concerné 13 missions en PME d'un effectif inférieur à 250 salariés en 2006
- Durée de mission effective de 3 à 8 jours
- Financement par la DRIRE et la CCI de Rennes

❑ IES PME 2007

- Reconstitution à l'échelle régionale du projet IES PME 35
- Financement de la DRIRE
- Une cinquantaine d'entreprises visées
- Actuellement en cours de définition : cahier des charges, choix des prestataires...

❑ Edition d'un guide de l'IE en Bretagne

- Projet Etat-DRIRE/CCI

❑ Schéma sectoriel IE et Innovation des Chambres de Commerce et d'Industrie

- Intégré dans une démarche nationale menée depuis plusieurs années au sein de l'ACFCI
- 9 filières cibles : mer, nautisme, emballage, TIC, granit, chaîne alimentaire, automobile, tourisme, logistique.
- Pilote du Groupe : G.Canu, Président de la CCI de Rennes
- Une CCI référente par filière, avec coordination au sein du réseau CRCI/CCI
- Trois niveaux d'action
 - 1 : production et diffusion d'informations stratégiques
 - 2 : animation collective et structurée
 - 3 : accompagnement individuel

❑ Création de Novincie

- Association réunissant notamment la CCI de Rennes et l'IGR
- Partage d'expériences et formation autour de l'IE

Priorité:

	Pas d'intervention
	Faible
	Moyenne
	Forte

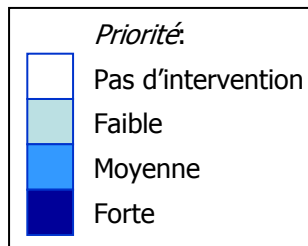
Synthèse de l'offre régionale

Niveaux de priorité des acteurs

	Offensif				Défensif
	Sensibilisation	Multi-client	Sur mesure	Accompagt.	
CCI/CRCI					
	<ul style="list-style-type: none"> Collective et individuelle 	<ul style="list-style-type: none"> Centré sur les ctés d'entreprises Couvre notamment veille sectorielle et éco. 	<ul style="list-style-type: none"> Centres de doc et études Dans le cadre des missions avec entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> Missions ARIST, Créativ', IES... Réseau conseillers CCI 	
CA/CRAB					
	<ul style="list-style-type: none"> Formation des cadres 	<ul style="list-style-type: none"> Observatoire IAA, études 	<ul style="list-style-type: none"> Dans les chambres départementales 	<ul style="list-style-type: none"> Dans les chambres départementales 	
CIT					
	<ul style="list-style-type: none"> Collective et individuelle sur domaine innovation 	<ul style="list-style-type: none"> Veille focalisée techno, normalisation, réglem. 	<ul style="list-style-type: none"> Etudes et recherches spécifiques dans le cadre de l'accompagt. 	<ul style="list-style-type: none"> Sur l'innovation 	<ul style="list-style-type: none"> Très variable suivant les CIT mais peu répandu
Services de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> Définition et financement par la DRIRE de projets menés auprès des pôles et des entreprises par des partenaires (CCI, ARIST, prestataires privés...) 				
					<ul style="list-style-type: none"> Par la DST sur entreprises sensibles
Agences régionales	<ul style="list-style-type: none"> Prestations de veille très ciblées et récentes Action centrée sur la coordination des acteurs 				
Agences départ. et locales					
		<ul style="list-style-type: none"> Observatoires, études 	<ul style="list-style-type: none"> 'Aiguillage' des entreprises 		
Prestataires privés					

Synthèse de l'offre régionale

Commentaire sur le tableau de la page précédente



- Les couleurs correspondent à l'évaluation du niveau de priorité des opérateurs dans 5 domaines de l'Intelligence économique**
 - Sensibilisation des entreprises : organisation de sessions de sensibilisation, conférences, colloques, sensibilisation au niveau individuel...
 - Multi-client : mise à disposition de produits d'information multi-client, comme des newsletters, bulletins de veille, études...
 - Sur mesure : réalisation de produits d'information sur mesure comme des études à façon, des prestations de veille pour un client en particulier
 - Accompagnement : diagnostic et accompagnement individuel des entreprises dans les différents domaines de l'intelligence économique.
 - Défensif : prestations liées à la sécurité économique (sécurité de l'information, sécurité physique, sécurité des systèmes d'information).

- Ces couleurs correspondent à une évaluation synthétique du positionnement des opérateurs mais en aucun cas du niveau de qualité des prestations**

- Cette évaluation couvre des groupes d'opérateurs au sein desquels existe une certaine variété des prestations, elle est donc forcément un peu subjective**

Sur le concept d'IE

- Ne pas aborder les PME sous l'angle IE, c'est 'voué à l'échec'
- Insister sur le périmètre de l'innovation, qui n'est pas que technologique
- L'IE n'est pas que du contenu, il faut animer et accompagner
- Rester pragmatique

Sur les actions à mener

- Ne pas refaire ce qui existe mais valoriser les acteurs existants
- Coordonner les acteurs en place pour plus de cohérence
- Mieux baliser l'offre existante
- Ne pas tout ramener à un macro dispositif régional
- Poursuivre la sensibilisation
- Différencier les besoins des entreprises de ceux des territoires (point de convergence : les filières)
- Faire du spécifique à chacune des filières, pour tenir compte de la dimension sectorielle
- Inciter les entreprises à faire et ne pas faire pour elles
- Comment mutualiser tout en traitant de l'information stratégique propre à une entreprise ?

- ❑ **Une offre régionale principalement portée par les acteurs publics**
 - Chambres économiques
 - Centres d'innovation technologique
- ❑ **Une organisation complexe à lire du fait principalement du nombre d'acteurs présents et d'initiatives en cours**
- ❑ **Un certain cloisonnement entre les acteurs**
- ❑ **Des prestations de bonne qualité, plutôt centrées sur les domaines technologie, réglementation et normalisation**
- ❑ **Des produits d'information multi-clients (veille, études) à diffusion assez restreinte et souvent réservés aux adhérents (cas des CIT, Bretagne International...)**
- ❑ **Des prestations en défensif portées principalement par les services de l'Etat et les prestataires privés**
- ❑ **Une problématique en émergence dans les pôles de compétitivité avec une volonté de développement, notamment des prestations de veille pour partager des enjeux (ex.: lancement de la veille Pôle Mer, réflexion Valorial)**
- ❑ **Une offre privée atomisée et des prestataires fragiles économiquement**

- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ Approche
- ❑ **Diagnostic des dispositifs existants**

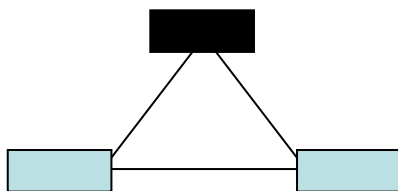
- Introduction
- IE au sein des entreprises et filières

- **IE au sein des territoires**

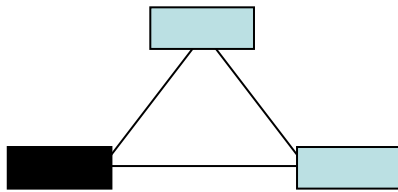
- ❑ **Chantiers proposés**

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> • Des prestations nombreuses et variées, fournies principalement par les services de l'Etat, les collectivités/agences, les chambres économiques et les 'têtes de réseau' des filières • Des prestations d'IET de bonne qualité, avec mobilisation de moyens importants / innovants pour les réaliser • Des initiatives de partage et de concertation entre acteurs sur certains territoires ou thématiques au sein de clubs ou observatoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Une coordination entre opérateurs encore insuffisante et donc des doublons ou des zones non couvertes • Un manque d'alignement des prestations sur les priorités de développement régionales et les besoins des décideurs • Des prestations plus portées sur l'analyse historique que sur l'anticipation et la prospective (tendances, alertes, signaux faibles) • Des réseaux humains au contact des entreprises et détenteurs d'une information insuffisamment capitalisée et valorisée

Un dispositif régional qui doit valoriser la mise en place de la SRDE pour être mieux cadré, coordonné et aligné sur la stratégie territoriale et les besoins des décideurs.








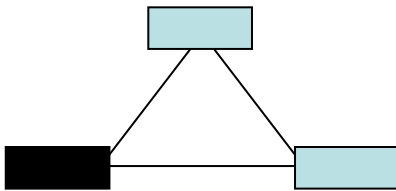
- ❑ **Stratégie régionale de développement économique (SRDE)**
 - Validée fin 2006
- ❑ **Déclinaison sur les filières clés à initier à partir de septembre**
 - Filières IAA, automobile, NTIC...,
 - Processus en cours de validation par l'AEB et le CRB,
 - Travail de diagnostic et de définition de la stratégie à décliner en plan d'action pluriannuel couvrant notamment les aides économiques.
- ❑ **Soutien d'autres filières par une démarche d'amorçage de cluster**
 - Filières éco-industries, nautisme, biotecs...
 - Travail préliminaire de cartographie et mobilisation des acteurs, diagnostic interne/externe...



Opérateurs – niveau de contribution

Synthèse de l'offre régionale

	Contribution	Commentaires
Chambres économiques		<ul style="list-style-type: none"> • Avis et contribution aux politiques économiques (ex: SRDE) • Etudes, points de vue, profils filières, tableaux de bord... • Animation ou contribution aux observatoires (ex: Observatoire des IAA de la Chambre d'Agriculture, des Entreprises de la CRCI, du Commerce de la CRCI...) • Etudes à la demande des élus
Agences départ. et d'agglom.		<ul style="list-style-type: none"> • Etudes, points de vue, profils filières, tableaux de bord... • Gestion de bases de données (ex: Armorstat/CAD22) • Animation ou contribution aux observatoires • Etudes à la demande des élus
Services de l'Etat et BDF		<ul style="list-style-type: none"> • INSEE • DRTEFP • DGI • <i>Banque de France ...</i> <p style="text-align: center;">Souvent fournisseurs de 'matière première' pour les autres acteurs de l'IET</p>
Agences régionales		<ul style="list-style-type: none"> • Production plus ciblée en fonction des missions de l'agence (ex: veille Bretagne Innovation, Bretagne International ou AEB) • Rôle de coordination des opérateurs (ex: Observatoire des II par l'AEB)
Centres d'innovation technologique		<ul style="list-style-type: none"> • Veille centrée sur technologie, normalisation, réglementation • Bulletins de conjoncture de la filière ou du secteur concerné
Organisations professionnelles	Non évaluée	Egalement opérateurs <ul style="list-style-type: none"> • Mais un seul contact dans le cadre du diagnostic, avec la Cellule économique de Bretagne
Région, CESR et départements		



A côté de la veille et des productions formalisées, les acteurs chargés du développement économique représentent un réseau important

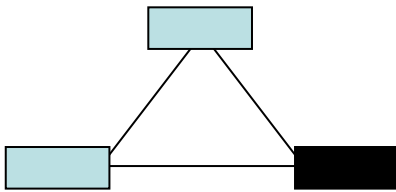
Principaux acteurs en contact avec les entreprises

Chambres économiques	<p><i>Conseillers des chambres</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • CRCI/CCI : env. 80 personnes • CRAB/CDA • CRAM/CAM
Agences départ. et d'agglom.	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel des missions 'entreprises' de ces agences
Services de l'Etat et BDF	<ul style="list-style-type: none"> • Conseillers de la DRIRE, d'OSEO...
Agences régionales	<ul style="list-style-type: none"> • Chargés de mission des agences en contact avec les entreprises
Centres d'innovation technologique	<ul style="list-style-type: none"> • Une centaine de spécialistes en accompagnement des entreprises

Zoom sur le RDT breton:

- Plus de 1000 visites annuelles en entreprise (*).

Ces acteurs recueillent quotidiennement des informations sur les entreprises bretonnes et leur environnement (marchés, concurrents, technologies...) et constituent un réseau de veille de première importance.



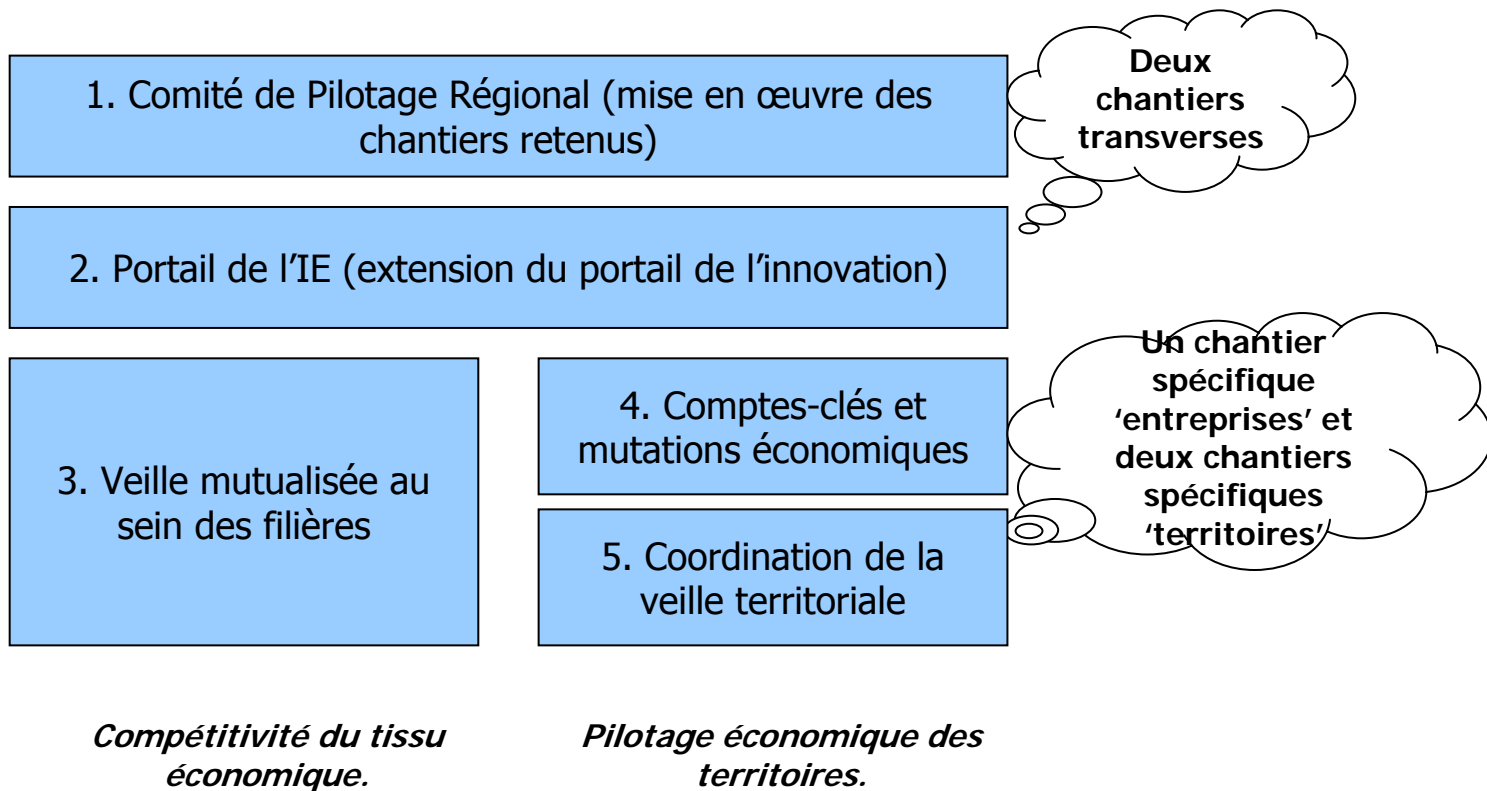
- ❑ **Pas de recensement des prestations des différents opérateurs**
- ❑ **Des initiatives de partage et de concertation sur certains territoires ou certaines thématiques, en particulier au sein de clubs ou d'observatoires...**
- ❑ **...Mais un fonctionnement encore trop 'en silo', sans processus structuré d'échange et de remontée des informations collectées et traitées par ces opérateurs**
 - Situation actuelle
 - Echanges CCI/CRCI,
 - Echanges informels entre les agences départementales et d'agglomérations,
 - ...
- ❑ **Dispositif cible, après déclinaison de la SRDE sur les filières**
 - Animation au niveau de chaque filière, autour de la 'tête de réseau'
 - Remontée des informations critiques et alertes vers le Bureau de l'AEB.

- ❑ **Une offre portée principalement par les services de l'Etat, les agences départementales et d'agglomérations et les Chambres économiques**
- ❑ **Des productions nombreuses et très variées en contenu et en forme**
 - Bases de données,
 - Productions récurrentes : bulletins de conjoncture, tableaux de bord, études filière...
 - Productions à la demande : pour avis, décision...
- ❑ **Des productions de bonne qualité mais pas toujours adaptées aux besoins des 'clients'**
 - Contexte 'd'infobésité' du côté des décideurs publics,
 - Contenu riche et assez technique des productions par rapport à un niveau de culture économique encore variable dans les collectivités,
 - Manque de synthèse et de mise en évidence des implications pour le territoire ('so what?')
 - Manque de relief et d'alignement des productions,
 - Sur la stratégie du territoire et certaines variables clés identifiées ou à identifier (ex.: rupture technologique, prix d'une matière première, évolution d'une entreprise clé...)
 - Sur le contexte décisionnel du destinataire : périmètre de responsabilité, choix des indicateurs, échelle de temps.

- ❑ **Une trop faible coordination dans les productions des différents opérateurs**
 - Risque de doublons,
 - Difficulté à comparer les données,
 - Difficulté à mettre en œuvre une politique 'éclairée' (constat fait dans le SRDE, chapitre IV.).
- ❑ **Un accent souvent mis sur l'analyse des tendances observées ('données du passé') par rapport aux évolutions possibles (prospective)**
- ❑ **Un réseau dense de spécialistes au contact du monde économique (conseillers, chargés d'affaires...) sans capitalisation de l'information collectée**
- ❑ **Une SRDE à décliner sur les filières et les territoires pour initier le processus de mise en œuvre et de pilotage de cette stratégie (prévu à partir de septembre pour les filières)**
- ❑ **Un besoin fort de partage des informations et d'animation du processus de pilotage**
 - Par filière,
 - Par territoire,
 - Au niveau régional.

- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ Approche et modalités
- ❑ Diagnostic des dispositifs existants
- ❑ Chantiers proposés

Cinq chantiers ont été identifiés pour améliorer le dispositif régional



Ces chantiers ont été validés lors du Conseil d'Administration de l'Agence économique de Bretagne du 17 septembre 2007.

- ❑ **Synthèse**
- ❑ **Contexte et objectifs de l'étude**
- ❑ **Approche et modalités**
- ❑ **Diagnostic des dispositifs existants**

- ❑ **Chantiers proposés**

- **Comité de Pilotage Régional de l'IE**
- Portail de l'IE
- Veille mutualisée
- Comptes-clés et mutations économiques
- Coordination de la veille territoriale

Contexte

- **Présence de nombreux opérateurs d'IE en Région Bretagne, avec une offre très diversifiée,**
- **Faible lisibilité de l'offre,**
- **Initiatives variées et pas toujours coordonnées,**
- **Besoin de concertation et de partage de pratiques entre opérateurs.**

Objectifs

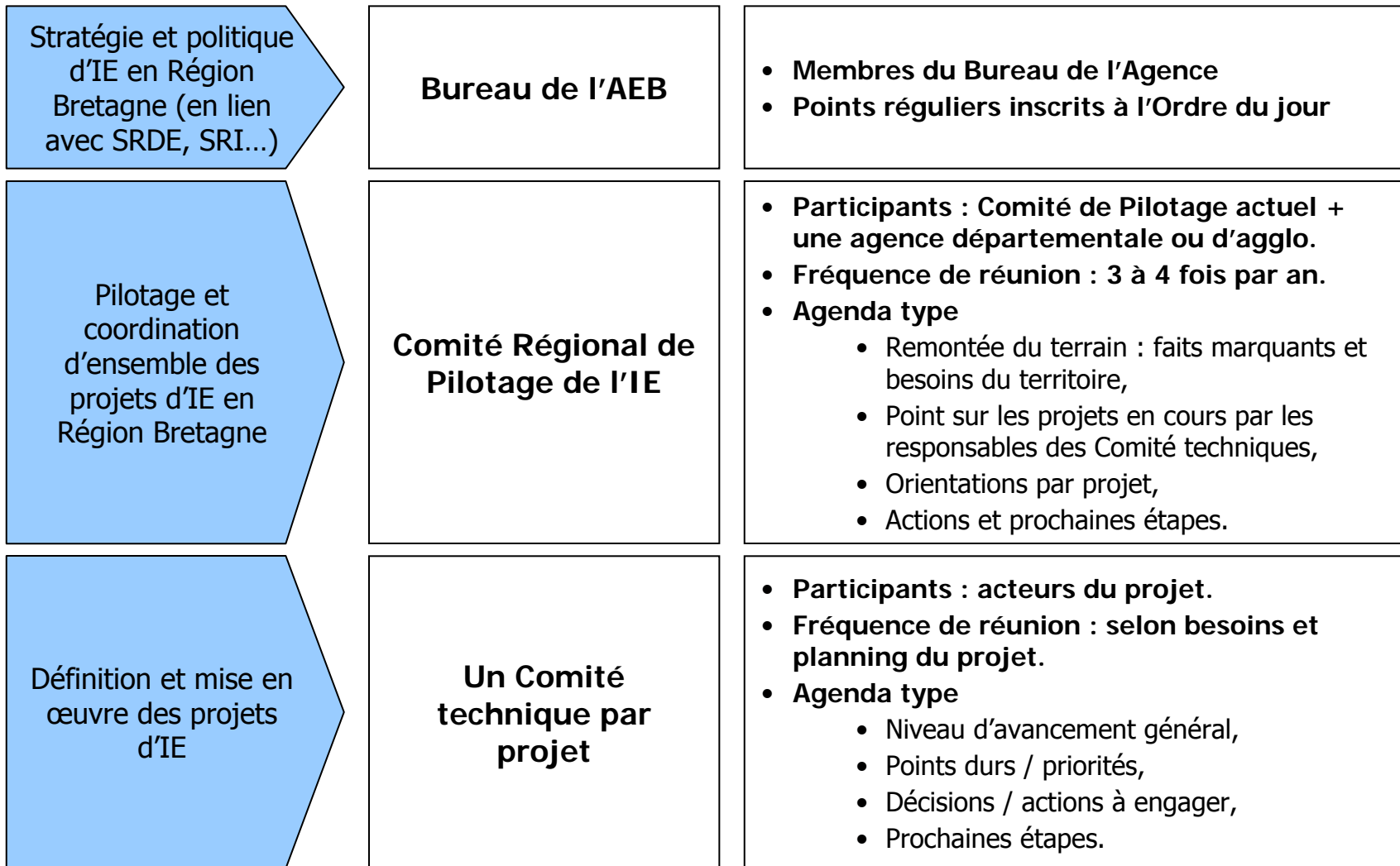
- **Meilleure diffusion de l'information sur les besoins du territoire, les offres, les projets...,**
- **Pilotage des projets d'IE menés en région,**
- **Clarification de l'offre régionale et coordination en fonction des besoins,**
- **Evolution vers la coordination de l'offre régionale en fonction des besoins 'clients'.**

Modalités

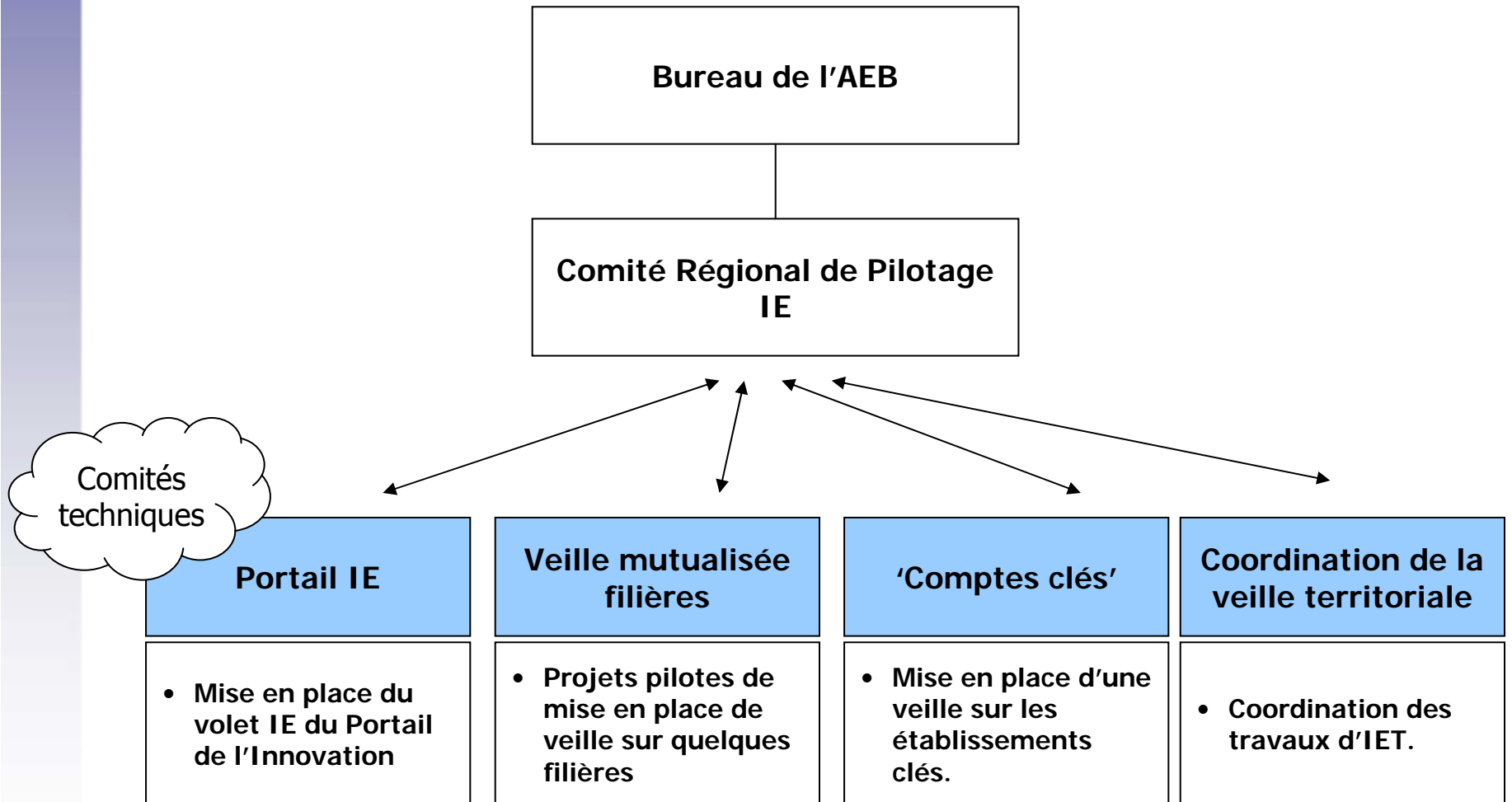
- **Dispositifs à 3 niveaux**
 - **1. Stratégie d'IE : bureau de l'AEB,**
 - **2. Pilotage et coordination des projets: Comité de Pilotage Régional,**
 - **3. Définition et mise en œuvre des projets : Comité technique de chaque projet.**

Partenaires

- **1. Membres du Bureau de l'AEB,**
- **2. Membres actuels du Comité de Pilotage de l'Etude (+ représentants des agences départementales ou d'agglomération.)**
- **3. Membres des groupes techniques.**



Périmètres des premiers projets identifiés



- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ Approche et modalités
- ❑ Diagnostic des dispositifs existants

- ❑ **Chantiers proposés**

- Comité de Pilotage Régional de l'IE
- **Portail de l'IE**
- Veille mutualisée
- Comptes-clés et mutations économiques
- Coordination de la veille territoriale

Contexte

- Multiplicité des acteurs de l'IE,
- Faible lisibilité de l'offre régionale,
- Besoin de sensibilisation des entreprises,
- Existence du portail de l'innovation réunissant les principaux partenaires régionaux.

Objectifs

- 'Fléchage' de l'offre régionale
- Sensibilisation des entreprises et des territoires
- Promotion des ressources et événements régionaux dans le domaine de l'IE
- Association de l'IE à l'innovation pour une meilleure perception par les PME

Modalités

- Création d'un volet IE dans le portail de l'innovation actuel
- 4 à 6 mois de délai pour le premier palier
- Comité technique pour la définition du portail IE (*)

Partenaires

- Partenaires actuels du portail de l'innovation (environ 80 opérateurs)
- Quelques opérateurs supplémentaires à intégrer : CCI en 'direct', universités...
- Animation du portail par 4 'têtes de réseaux' : BI (CIT), AEB (collectivités), COCEB (chambres éco.), CRIE (services de l'Etat)

- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ Approche et modalités
- ❑ Diagnostic des dispositifs existants

- ❑ **Chantiers proposés**

- Comité de Pilotage Régional de l'IE
- Portail de l'IE

- **Veille mutualisée**

- Comptes-clés et mutations économiques
- Coordination de la veille territoriale

Chantier 3, veille mutualisée au sein des filières/clusters

Synthèse

Contexte

- Durcissement de l'environnement concurrentiel des filières clés (IAA, auto, TIC...),
- Filières émergentes ou fragilisées, avec besoin de clarifier le positionnement,
- Tissu de TPE/PME ne disposant pas de structures dédiées à l'IE,
- Expression d'un besoin de renforcement de la veille lors du diagnostic.

Objectifs

- Partage d'enjeux communs au sein des filières,
- Renforcement de la position concurrentielle des filières, par une meilleure adaptation à l'environnement économique,
- Démocratisation de l'utilisation de la veille au sein des TPE/PME et sensibilisation à la gestion de l'information.

Modalités

- Dispositifs de veille mutualisés au sein des filières choisies
 - Ressources internes à chaque filière,
 - Outils de veille et de travail collaboratif,
 - Support des opérateurs régionaux
- Opération pilote à mener sur deux filières : une filière émergente, une filière mature ou fragilisée.

Partenaires

- Pilotage par l'AEB.
- Intervention des opérateurs régionaux : CIT, chambres économiques/ARIST, services de l'Etat...
- Choix des intervenants à déterminer en fonction des filières choisies.

- ❑ **Objectif de développement d'un dispositif interne à chaque filière**
- ❑ **Projets pilotes sur deux clusters**
- ❑ **Mobilisation d'une ressource dédiée par filière, à mi-temps**
- ❑ **Mise en place d'un outil au sein de la filière**
 - Veille,
 - Capitalisation / travail collaboratif.
- ❑ **Support et accompagnement par les opérateurs régionaux**
 - CCI/ARIST, CIT, technopoles...
- ❑ **Actions à entreprendre**
 - Diagnostic initial et définition des besoins en information,
 - Déploiement des outils et mise en place du plan de veille,
 - Formation à la veille et aux outils,
 - Production et adaptation des livrables : alertes, bulletins, notes de synthèse,
 - Sensibilisation et animation collective,
 - Accompagnement individuel des entreprises (optionnel, peut être fait en année 2).
- ❑ **Retour d'expérience et définition d'une méthodologie à partir des premiers pilotes**
- ❑ **Hypothèse d'un accompagnement individuel des entreprises de la filière**

- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ Approche et modalités
- ❑ Diagnostic des dispositifs existants

- ❑ **Chantiers proposés**

- Comité de Pilotage Régional de l'IE
- Portail de l'IE
- Veille mutualisée

- **Comptes-clés et mutations économiques**

- Coordination de la veille territoriale

Chantier 4, comptes clés et mutations économiques

Synthèse

Contexte

- Fortes mutations des grandes filières bretonnes : IAA, TIC, automobile...
- Existence d'un nombre d'établissements structurants pour l'économie régionale : impact en CA, emplois, R&D, image...
- Dépendance de l'emploi vis-à-vis des centres de décisions extérieurs
- Concentration de l'emploi sur quelques établissements dans certains territoires : Redon, Lannion, Morlaix...

Objectifs

- Renforcer le lien entre les comptes clés et les décideurs économiques régionaux
- Anticiper les changements dans les comptes clés, leurs centres de décision et leur environnement (valoriser les opportunités / anticiper les risques)
- Orienter les politiques économiques régionales en fonction des besoins et tendances
- Favoriser la coordination des actions collectives menées sur chacun des dossiers de mutation

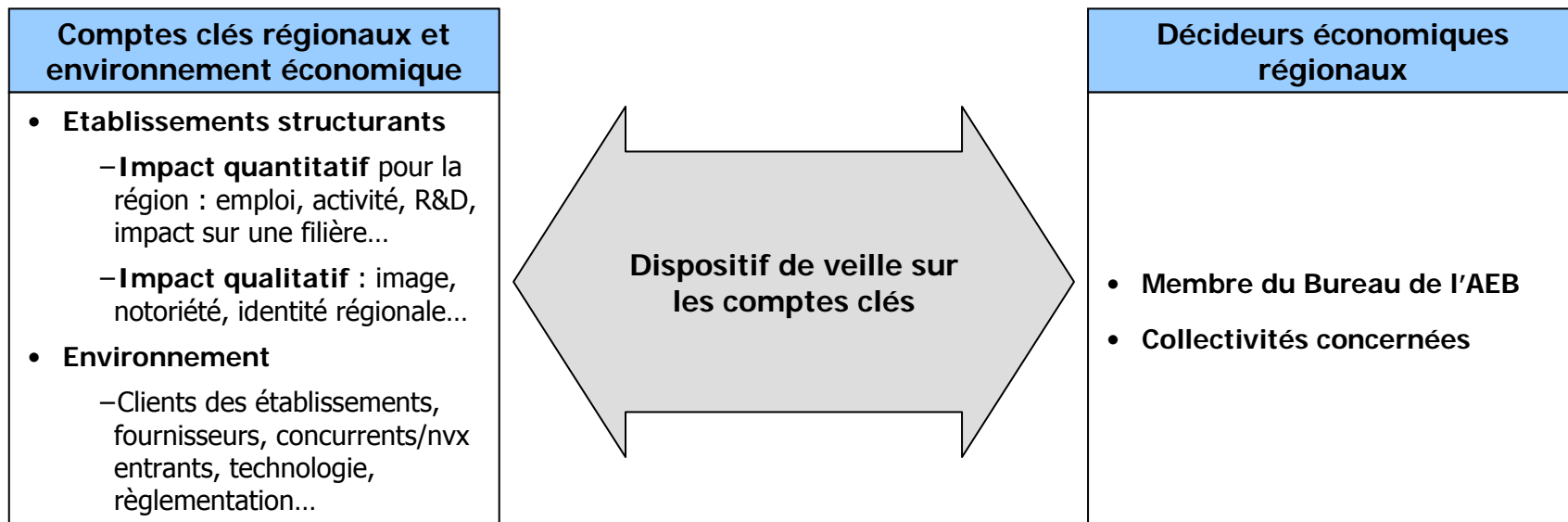
Modalités

- Dispositif de veille sur les comptes clés et leur environnement : veille presse et documentaire (information blanche), réseaux humains (information grise)...
- Approfondissement éventuel selon les alertes recueillies
- Transmission des alertes et d'un tableau de bord mensuel des mutations au Bureau de l'AEB

Partenaires

- AEB
- Région Bretagne
- Autres collectivités et agences de développement
- Services de l'Etat : DRIRE, INSEE, OSEO, DRTEFP...
- Banque de France
- Chambres économiques
- Fédérations professionnelles
- Centres d'innovation technologique
- Partenaires sociaux

La finalité du dispositif est de renforcer le lien entre les comptes clés et les décideurs régionaux



RENFORCER LE LIEN ENTRE LES DECIDEURS REGIONAUX ET LES COMPTES CLES POUR :

- **Mieux répondre aux besoins des comptes clés afin de les 'fidéliser',**
- **Comprendre et anticiper les mutations économiques et leurs impacts sur les entreprises et les territoires,**
- **Orienter les politiques économiques,**
- **Engager et coordonner les actions pertinentes pour les entreprises et les territoires (en particulier prévention des crises, plan d'actions collectifs liés à chaque dossier de mutation).**

Définition des comptes clés : critères de sélection

- ❑ **Impact sur l'emploi et le PIB régional**
 - Principaux établissements en emploi (54 établissements de plus de 500 personnes, 226 établissements d'un effectif de 200 à 500 personnes)
 - Principales entreprises et établissements en CA (identifiables si autonomie comptable de l'établissement)
- ❑ **Impact sur l'innovation et la R&D**
 - Principaux laboratoires et centres de R&D
 - Entreprises maîtrisant / développant des technologies clés
 - Jeunes entreprises technologiques en fort développement
- ❑ **Développement international**
 - Entreprises très exportatrices
 - Entreprises fortement implantées à l'étranger
 - Entreprises étrangères implantées en Bretagne
- ❑ **Soutien public**
 - Entreprises bénéficiant d'un soutien important de la part des acteurs publics du développement (financement, accompagnement...)
- ❑ **Contrôle / dépendance économique et impact sur une filière ou un territoire**
 - Entreprises clés dans les pôles de compétitivité et filières (ex.: PME porteuses de projets, 'animateur' de filière...)
 - Entreprises ayant un impact fort sur le fonctionnement d'une filière (ex.: transport frigorifique sur pêche/IAA)
 - Donneurs d'ordre importants pour les entreprises régionales
 - Entreprises bretonnes contrôlant un nombre important d'emplois hors de la région
 - Etablissements représentant une part importante de l'emploi sur un bassin (ex. : Yves Rocher/Redon)
- ❑ **Risque**
 - Principaux établissements en situation de risque économique (procédures de réduction des effectifs, plan de redressement, classe de vulnérabilité élevée de la BDF...) et dossiers de mutation en cours
 - Principaux établissements des secteurs 'fragiles' (*)
 - Sites industriels à risque (pollution, risque Seveso...)
- ❑ **Image et identité**
 - Entreprises et établissements emblématiques de l'image et de l'identité régionales (activités traditionnelles, PME à forte notoriété...)

*Estimation CRCI Bretagne : 300 comptes clés.
Première liste des établissements industriels à suivre établie par la DRIRE.*

(*) Secteurs considérés comme fragiles au plan national (INSEE/DIACT) : habillement, cuir, textile, production de carburants et combustibles, édition, imprimerie, industries d'équipement du foyer, industries des équipements électriques et électroniques. L'identification des secteurs fragiles devrait être menée au niveau régional.

Comptes clés et emploi : une région relativement autonome, avec un poids important des groupes bretons mais une forte dépendance vis-à-vis de l'Ile-de-France

□ Une structure des établissements par taille alignée sur la moyenne nationale

- Moins de 10 salariés: 91,8% des établissements (France M. hors IDF: 92,1%)
- 10-499 salariés : 8,2% (7,9%)
- +500 salariés : 0,04% (0,04%)
- 54 établissements de plus de 500 salariés (3,40% du total national)

□ Une économie plutôt autonome

- 40% des salariés dépendant d'un centre de décision extérieur à la Région (France M. hors IDF : 44%)
- Seulement 36 000 emplois contrôlés par un groupe étranger (6% de l'emploi marchand non agricole, soit deux fois moins que la moyenne France hors IDF)

□ Mais une forte représentation de filières dépendantes de centres de décision extérieurs, en particulier franciliens

- Filières dépendantes : automobile, électronique-téléphonie, activités financières, construction navale...
- 152 000 emplois contrôlés par un centre de décision francilien (27% de l'emploi total régional)

□ Un poids important des groupes bretons privés et coopératifs

- Un emploi sur cinq contrôlé par ces groupes
- Fort rayonnement économique de la région grâce à ces groupes (emplois contrôlés hors de Bretagne)

□ Concentration de l'emploi dans certains territoires (poids en emploi des 4 premiers établissements)

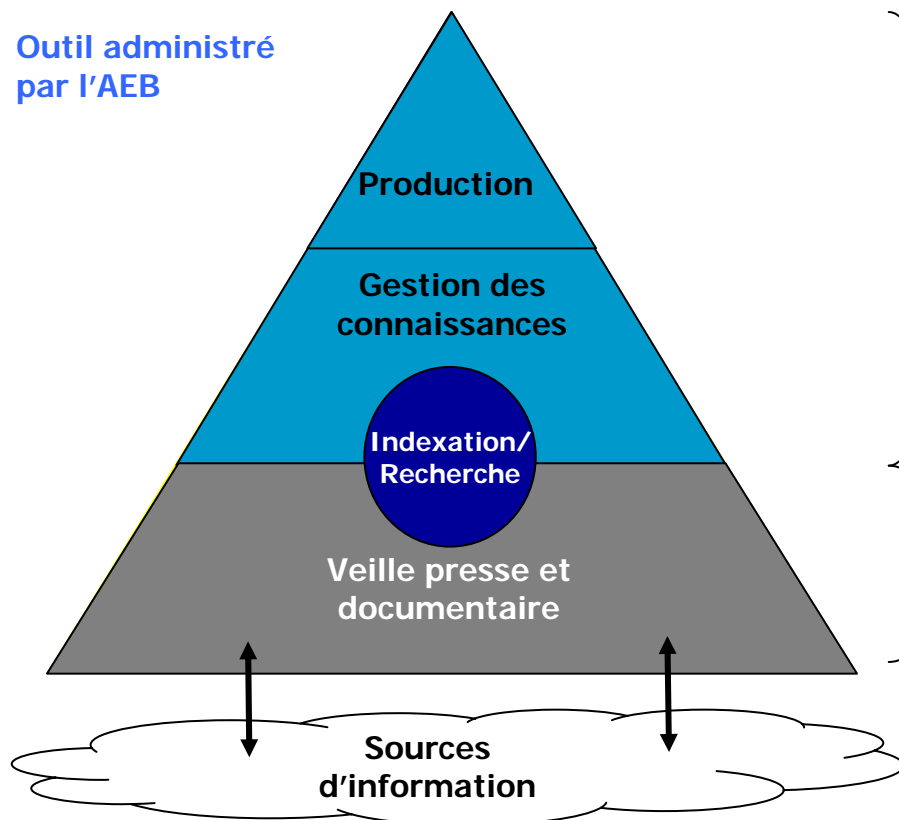
- Bassins de Redon (21%), Lannion (18%), Morlaix (15%), Carhaix (15%).

Nombre d'établissements d'un effectif supérieur à 50 personnes
(Bretagne 2005, INSEE)

	50-199	199-500	+ 500
Industries agricoles et alimentaires	162	59	16
Industrie des biens de consommation	61	13	4
Industrie automobile	10	1	1
Industries des biens d'équipement	81	14	8
Industries des biens intermédiaires	154	20	7
Energie	37	2	0
Construction	125	4	0
Commerce	351	33	3
Transports	136	24	4
Activités immobilières	1	0	0
Services aux entreprises	257	43	9
Services aux particuliers	54	4	1
Education, santé, action soc (secteur privé seulement)	28	9	1
Total	1 457	226	54

Outils nécessaires au dispositif comptes clés

Outil administré
par l'AEB



Outil de capitalisation et travail collaboratif

- Capitalisation des informations dans des dossiers comptes-clés
- Prise en compte des échanges et commentaires des contributeurs
- Production des tableaux de bord
- Recherche par compte clé, secteur, géographie, mot clé...
- Gestion des droits et des profils

Outil de veille Internet

- Surveillance automatique de sites Internet x mots clés
- Emission des alertes et des rapports de veille
- Intégration manuelle d'information (rapports de visite des chargés de mission, comptes-rendus de réunions, autres documents...)
- Alimentation des dossiers des comptes clés

*Un dispositif forcément relativement fermé, vu la nature des informations gérées.
Possibilité de donner un accès plus large sur les informations publiques (sources ouvertes, veille presse en particulier).*

- ❑ Synthèse
- ❑ Contexte et objectifs de l'étude
- ❑ Approche et modalités
- ❑ Diagnostic des dispositifs existants

- ❑ **Chantiers proposés**

- Comité de Pilotage Régional de l'IE
- Portail de l'IE
- Veille mutualisée
- Comptes-clés et mutations économiques

- **Coordination de la veille territoriale**

Contexte

- **Nombreux opérateurs dans le domaine de l'IET : services de l'Etat, agences, chambres économiques, fédérations professionnelles, CIT...**
- **Prestations variées et peu coordonnées : observatoires, bulletins de conjoncture, profils filières...**
- **Manque d'alignement de ces prestations sur la stratégie de développement économique et les besoins des décideurs**

Objectifs

- **Eclairer la mise en œuvre des politiques économiques**
 - **Mutualiser les informations disponibles pour éviter les doublons et enrichir les prestations destinées aux décideurs**
 - **Coordonner les prestations d'IET et les aligner sur les besoins des décideurs**
- **Favoriser l'échange de bonnes pratiques entre les opérateurs**

Modalités

- **Mise en place d'un groupe de coordination**
- **Recensement des prestations des opérateurs**
- **Concertation et coordination des travaux**
- **Enrichissement des livrables existants, notamment bulletin de l'AEB**

Partenaires

- **Groupe de coordination piloté par l'AEB**
- **Agences départementales et d'agglomérations, structures de pays,**
- **Chambres économiques**
- **Services de l'Etat**
- **CIT**
- **Fédérations professionnelles**

Coordination de la veille territoriale

Activités du groupe de coordination

En phase de démarrage

- ❑ **Recensement des prestations des opérateurs d'IET**
 - Avec un accent sur les prestations récurrentes : observatoires, bases de données, profils filières...
- ❑ **'Analyse d'écart' avec les besoins de mise en œuvre de la SRDE**
 - Domaines (filieres, territoires ou thématiques) incomplètement couverts par les opérateurs,
 - Domaines (filieres, territoires ou thématiques) devant être coordonnés pour éviter les doublons.
- ❑ **Définition du plan d'action pour une meilleure adaptation aux besoins de la SRDE**
 - Rôles et modalités pour chacun des domaines de la SRDE

De façon récurrente

- ❑ **Déploiement du plan d'action avec fourniture des prestations prévues**
- ❑ **Production d'une information de synthèse régulière, en fonction des points d'étape définis pour la mise en œuvre de la SRDE**
- ❑ **Echange de bonnes pratiques entre les membres du groupe**